Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Dossier 7 | 2006

Proximité et environnement

Démarches environnementales volontaires, conflit d'usage et proximité

Le cas de la viticulture et de l'arboriculture fruitière

Marie-Claude Bélis-Bergouignan et Clarisse Cazals

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/2623>

DOI : 10.4000/developpementdurable.2623

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Marie-Claude Bélis-Bergouignan et Clarisse Cazals, « Démarches environnementales volontaires, conflit d'usage et proximité », *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 7 | 2006, mis en ligne le 07 janvier 2013, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/2623> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.2623

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Démarches environnementales volontaires, conflit d'usage et proximité

Le cas de la viticulture et de l'arboriculture fruitière

Marie-Claude Bélis-Bergouignan et Clarisse Cazals

- 1 L'inscription de la multifonctionnalité comme axe central de la PAC (Politique Agricole Commune) a consacré la prise de conscience par la Communauté européenne de l'importance et de l'urgence des enjeux environnementaux dans ce secteur d'activité. Ce concept qui reconnaît à l'agriculture des fonctions élargies met l'économiste face à la nécessité de modifier sa grille de lecture de façon à prendre en compte des critères sociaux ou environnementaux susceptibles d'entrer en conflit avec les critères marchands, et qui sont donc porteurs de divergences d'intérêts (Barthélemy, Nieddu, 2003). Parmi les multiples divergences d'intérêt qui sont sources de conflits d'usage potentiels (Torre, Caron, 2005), nous nous intéressons aux conflits environnementaux « *déclenchés par les impacts négatifs avérés d'un équipement ou d'une activité d'un émetteur, à l'origine d'une pollution, d'un risque ou d'une nuisance sur des usagers des ressources localisées* » (Jeanneaux, 2004, p. 4).
- 2 Dans ce contexte, les viticulteurs et les arboriculteurs fruitiers ne peuvent échapper aux problèmes soulevés par le conflit d'usage des espaces ruraux tant l'usage intensif des produits phytosanitaires est à l'origine de nuisances environnementales (pollution des eaux souterraines et de surface, présence de résidus de pesticides sur les récoltes, risques sanitaires), d'autant que certains territoires se trouvent en situation de monoculture, viticole ou arboricole. La pollution des eaux souterraines et de surface, sur laquelle nous nous centrons, résulte d'émetteurs multiples et hétérogènes et les mécanismes de sa diffusion dans l'environnement sont, eux aussi, multiples : elle a donc un caractère diffus. Adoptant l'optique de la Directive Cadre européenne sur l'eau (2000) qui précise que « *l'eau n'est pas un bien marchand comme les autres mais un patrimoine qu'il faut protéger, défendre et traiter comme tel* », notre travail s'intéresse aux nuisances vis-à-vis de l'eau

engendrées par l'activité productive de ces deux filières et se focalise sur les conflits d'usages qui en résultent et qui s'exercent sur cette ressource localisée.

- 3 Face aux atteintes environnementales subies par cette ressource naturelle, les différents programmes publics visant à une meilleure gestion de la ressource se sont souvent avérés coûteux et peu efficaces (Gaonac'h, Leroux, 2002). De plus, le caractère diffus de la pollution fait obstacle à la mesure de ces atteintes, ce qui nuit à la mise en œuvre des outils traditionnels des politiques de l'environnement (Vallée, 2004). Dans ce contexte, les accords volontaires ou démarches environnementales volontaires (DEV) qui émergent de la pratique des acteurs peuvent représenter une opportunité. Étant donné la relation étroite entre l'activité agricole et les ressources naturelles (terre, eau etc.), ces DEV sont de fait inscrites dans un territoire et marquées par la proximité géographique. Néanmoins, elles se présentent d'abord comme des ensembles de règles structurées adoptées par les acteurs leur offrant des capacités de coordination indépendamment de leur localisation : elles sont, ainsi, porteuses de proximité organisée (Rallet, Torre, 2004).
- 4 Cet article a pour objet d'analyser les formes de proximité, géographique et organisée, qui caractérisent les DEV tout en s'interrogeant sur leur capacité à apporter une solution aux relations conflictuelles émergeant dans les deux filières. Notre propos s'appuie sur les réponses apportées par 774 viticulteurs et 605 arboriculteurs inscrits dans une DEV¹ à une enquête, réalisée en janvier- février 2005, sur l'ensemble du territoire national. Conduite avec l'appui institutionnel de la FNIVAB (Fédération Nationale Interprofessionnelle des Vins de l'Agriculture Biologique) et de la Fédération nationale Terra Vitis, de l'INTERFEL BIO (Interprofession des Fruits et Légumes BIO) et de la FNPf (Fédération Nationale des Producteurs de Fruits), cette enquête postale, dont l'objet principal portait sur les conditions d'adhésion à une DEV et sur ses impacts économiques et sociaux, cherchait notamment à appréhender pour chaque démarche, la place du territoire perçue par les producteurs. Dans une première partie, les DEV seront présentées comme une réponse à un certain type de conflit d'usage dans la viticulture et l'arboriculture fruitière, la seconde partie se concentrant sur une lecture des DEV en termes de proximité afin d'en apprécier la portée vis-à-vis de la résolution du conflit d'usage.

1. Les DEV, réponse des producteurs au conflit d'usage diffus sur l'eau

- 5 Face à des problèmes de pollution diffuse et dans un contexte de diversification croissante des dispositifs visant une régulation environnementale (Mormont, 1996), l'inefficacité relative des instruments traditionnels (Falconer, 1998), fondés sur les incitations par les taxations ou sur l'édiction de normes techniques, justifie tout particulièrement le recours à des dispositifs volontaires dont l'analyse montre qu'ils présentent un potentiel de coordination répondant aux divergences d'intérêt associés à des problèmes de pollution diffuse.

1.1 Un macro-conflit d'usage environnemental aux résonances localisées

- 6 Dans les régions où l'activité productive des deux filières (viticole et arboricole) est fortement concentrée (par exemple le Sud-Ouest et le Sud-Est), diverses expertises

confirment l'intensité des atteintes environnementales diffuses². Ce constat remet en cause la conception de l'eau comme ressource inépuisable et libre pour toute utilisation, conduisant à la considérer comme un *bien commun* (rivalité / non exclusion) (Calvo-Mendieta, 2004). Ce qui pose le problème des multiples usages et des rivalités susceptibles d'émerger entre différentes utilisations³. Ainsi, cette ressource peut être altérée par les utilisations productives, soit directement comme input nécessaire à la production (eaux de rinçage, fonds de cuve, effluents de cave), soit indirectement par le biais de l'utilisation du sol comme réceptacle des traitements phytosanitaires (pollution des nappes phréatiques) compromettant ses qualités sanitaires pour la consommation courante. L'approche en termes de conflit d'usage présente l'avantage de prendre en compte l'ensemble des intérêts des acteurs – privés et publics, présent et futurs – et d'envisager leur résolution *via* la diversité de modes de coordination dont l'inscription spatiale n'est pas uniquement localisée.

- 7 En effet, selon l'approche du conflit d'usage proposée par Torre et Caron (2005), il s'agit d'une part de préciser les divergences d'intérêt entre les différents utilisateurs ou groupes d'utilisateurs, d'autre part d'apprécier l'engagement d'une des parties pouvant être perçue comme une menace crédible par l'autre partie.
- 8 Le système agricole productiviste dominant depuis les années soixante a permis l'augmentation et l'assurance de l'obtention de rendements et de qualité souhaités, grâce à la protection systématique des cultures par les produits phytosanitaires. À court terme, la poursuite de cette pratique apparaît donc conforme à l'intérêt économique des producteurs. Néanmoins, les consommateurs d'eau – actuels mais aussi potentiels (les générations futures) – n'ont pas intérêt à partager cette orientation. En effet, l'utilisation intensive des produits phytosanitaires a deux impacts négatifs : d'une part, la pollution des eaux de surface et souterraines se traduisant par un surcoût lié aux charges d'assainissement de l'eau, d'autre part, l'impact sanitaire sur les utilisateurs, les riverains et les consommateurs, par le biais des résidus de pesticides, dénoncés de manière croissante.
- 9 Cette divergence d'intérêt n'est porteuse de relations conflictuelles que si l'une des parties (dans ce cas les utilisateurs de l'eau) se mobilise, afin que cet engagement soit perçu comme une menace crédible par les producteurs. Notre travail ne s'est pas focalisé sur les indicateurs juridiques (action juridictionnelle, confrontation) généralement mobilisés pour approcher les contours, l'étendue et l'intensité de ces engagements, même si des actions juridiques se référant à des controverses ouvertes existent. En revanche, nous avons retenu (tableau 1 ci-après) la publication et la médiatisation de rapports officiels, ou tout au moins de leurs résultats, comme des signes de la montée et de l'élargissement de l'engagement des récepteurs des nuisances.
- 10 Comme on peut le constater dans le tableau 1, les modalités de l'engagement et, de fait, les relations conflictuelles, sont marquées par une composante spatiale multidimensionnelle. En effet, lorsque les riverains d'une commune viticole s'approvisionnant en bien support (ressource en eau), dénoncent la nuisance, c'est la proximité géographique, ici subie qui est source de conflit d'usage (Rallet, Torre, 2004). Néanmoins, cette dernière ne suffit pas à elle seule à expliquer l'émergence d'un conflit d'usage vis-à-vis d'un bien tel que l'eau, l'expression de ce conflit débordant souvent le cadre d'un micro-conflit. Ainsi, ce conflit va dépendre aussi de relations de proximité organisée, car des acteurs se mobiliseront en raison de leur appartenance à un même réseau (logique d'appartenance) et /ou de leurs connaissances et de leurs représentations

communes (logique de similitude). Dans le cas de l'eau, la prise de conscience et la mobilisation d'acteurs, qui ne sont pas les récepteurs directs de la nuisance ou qui ne la perçoivent pas, résultent notamment du travail des associations écologistes. Ce dernier s'appuie sur une logique de similitude au travers d'un système de représentations et de savoirs sur l'environnement communs.

- 11 Dans le cas des deux filières qui nous intéressent, fortement territorialisées et porteuses de développement économique, le conflit d'usage est tout d'abord concrétisé (tableau 1) par le diagnostic officiel porté par les services déconcentrés de l'État – par exemple, l'Agence de l'eau Adour Garonne ou la DIREN Aquitaine – qui fait état de la présence excessive de produits phytosanitaires ou de leurs résidus dans les bassins versants, lors des contrôles réglementaires effectués par la DDASS.
- 12 Ces diagnostics sont relayés par la presse locale qui ne manque pas d'informer ses lecteurs de l'impact économique et sanitaire de l'utilisation des pesticides. Ainsi, le quotidien régional Sud-Ouest a publié le 25/09/04 et le 17/12/04 une comparaison du prix de l'eau selon les communes girondines faisant apparaître la relation entre monoculture viticole et surcoût de la ressource en eau (le prix oscillait entre 2,4 euros et 5 euros le m³ selon les communes).
- 13 Au plan national, le rapport de l'IFEN 2004 dénonce la présence de pesticides dans les eaux de surface et souterraines, tandis que l'ADEME met en exergue les dangers que présentent les pesticides au plan sanitaire.

Tableau 1 - Modalités de saisie du conflit par les acteurs collectifs

Type d'acteur collectif	Signes de l'engagement
Agence de l'eau Adour Garonne (résultat pour la Région Midi-Pyrénées)	Contaminations par des résidus phytosanitaires : <ul style="list-style-type: none"> - soit ponctuellement, après des épisodes pluvieux, avec des teneurs maximales pouvant dépasser 10 fois la norme ; - soit de façon chronique au point que la moyenne des résultats est en permanence au-dessus de la norme.
Profil environnemental régional aquitain (mai 2003) établi par la DIREN Aquitaine	Les intrants et les produits phytosanitaires sont sur l'ensemble des bassins de plus en plus présents et affectent un nombre croissant de secteurs, jusqu'alors épargnés par cette forme de pollution, ce qui contribue à une augmentation du prix de l'eau dans les communes à forte activité viticole.
Presse locale	Journal Sud-Ouest du 25/09/2004 et du 17/12/2004
IFEN les pesticides dans l'eau : 6 ^{ème} bilan annuel 2004 (données 2002)	Présence de pesticides dans la majorité des stations, plus souvent dans les eaux de surface (...) que dans les eaux souterraines : les milieux aquatiques peuvent être perturbés ou les seuils admissibles pour la production d'eau potable, sans traitement spécifique, dépassés.
ADEME	Les pesticides présentent de réels dangers pour la santé : empoisonnements, toxicité (effets cancérogènes, immunodépresseurs, mutagènes, neurotoxiques, etc.).
Dossier « 60 millions de consommateurs »	Carte de France du prix de l'eau selon les départements

- 14 Enfin, pour leur part, les consommateurs sont directement mobilisés par les dossiers comme celui qui a été édité en mai 2005 par « 60 millions de consommateurs ». Ce dossier présente une carte de France du prix de l'eau selon les départements, ce dernier variant fortement selon le coût de l'assainissement, lui-même fonction du degré de pollution. Ce

différentiel de prix pourrait être encore plus marqué si la politique d'assainissement était satisfaisante car, aujourd'hui, la qualité de l'eau n'est pas irréprochable, puisque « 20 % de la population française consomme une eau de boisson dont les quantités de pesticides excèdent la norme (...) »⁴.

- 15 La mobilisation concrétisant l'existence de ce conflit s'appuie sur des acteurs collectifs à l'échelle du territoire français voire européen⁵, dont l'action a, en retour, des retombées à l'échelle locale, d'où les différents échelons spatiaux du conflit. Ainsi, les interactions multi-niveaux entre les différents groupes d'acteurs qui en découlent, porteuses d'une articulation complexe entre proximité géographique subie et proximité organisée choisie, justifient que nous qualifions ce conflit de *macro-conflit d'usage environnemental diffus*.
- 16 Dès lors, il convient d'analyser la manière dont les DEV, en tant que modes de coordination d'acteurs aux intérêts *a priori* incompatibles, répondent à ce type de conflit.

1.2 Les DEV : de l'engagement à la coordination des acteurs

- 17 Les DEV présentent tout particulièrement un intérêt, puisqu'il s'agit de « *dispositifs en vertu desquels les entreprises s'engagent volontairement à améliorer leur performance environnementale* » (Mormont, 1996). Suite aux clarifications proposées par certains travaux (OCDE, 2003 ; David, 2004) on distingue au sein de *l'engagement volontaire*, vocable générique : les accords volontaires, les chartes environnementales et codes de bonnes de conduite, les contrats de progrès. *Les accords volontaires* sont les plus répandus et se caractérisent par des engagements négociés entre une coalition de firmes et une autorité publique. Ils comportent en général un objectif et un calendrier de réduction de la pollution, voire des sanctions de non-respect des engagements. *Les chartes environnementales et les codes de bonne conduite, les contrats de progrès* désignent l'engagement unilatéral de firmes à atteindre des objectifs de protection de l'environnement allant au-delà des contraintes réglementaires. Ces divers instruments qui ont concerné en premier lieu l'industrie ont ensuite été étendus à d'autres activités, ce qui a permis de mettre à l'épreuve certains des avantages qui leur sont attribués *a priori* : souplesse, efficience économique, réduction de l'asymétrie informationnelle entre pouvoirs publics et entités régulées, domaine d'application s'étendant à tous types de pollution. Ils soulèvent cependant un certain nombre de questions : efficacité environnementale réelle, discussion sur leur dimension volontaire. D'où une littérature qui commence à être conséquente sur le sujet, y compris en agriculture (Mormont, 1996 ; Segerson, Miceli, 1998 ; Börkey et al., 1999 ; Grolleau, 2003 ; Poe et al., 2004 ; Codron et al., 2005).
- 18 Dans les deux filières étudiées, l'aspect diffus de la pollution, la multiplicité des usagers de l'eau font obstacle à l'identification des émetteurs et des récepteurs ainsi qu'au calcul des coûts de dépollution. Toutefois, les producteurs sont confrontés à des pressions sociales, économiques et réglementaires les incitant à faire évoluer leurs pratiques productives. Dans la mesure où « *la coordination procède, le plus souvent, d'un engagement sur un principe commun, créant entre les membres du groupe des obligations et des devoirs* » (Orléan, 2004), on peut considérer les DEV comme des dispositifs fondés sur des modes de coordination diversifiés (Bélis-Bergouignan, Cazals, 2004) où les producteurs partagent des objectifs de protection de l'environnement et d'affichage de leurs bonnes pratiques agricoles, à la fois vis-à-vis des consommateurs d'eau mais aussi, et surtout, des acheteurs de leurs produits. Au-delà de la diversité et de l'hétérogénéité de leurs formes concrètes –

dont attestent les annexes 1 et annexe 2 –, notre analyse permet de mettre en évidence que les DEV se ramènent en réalité à deux grands types fondés sur la concordance de quatre critères de différenciation, inspirés de la synthèse de la littérature existante (OCDE, 2003 ; David, 2004) et adaptés à l'agriculture : la référence aux principes communs d'appartenance, les acteurs à l'origine de la démarche, le champ d'application de la démarche, le degré de contrainte associé à la DEV.

- 19 Le premier facteur fait référence aux principes communs sur lesquels repose l'appartenance à l'Agriculture Raisonnée (AR) ou à l'Agriculture Biologique (AB), ce choix impliquant le recours à des techniques fondamentalement différentes. Ainsi, il se traduit par l'interdiction de toute utilisation de produits chimiques de synthèse pour l'AB alors qu'en AR, il s'agit plutôt d'une réduction de la consommation d'intrants phytosanitaires. En outre, l'analyse des conditions d'engagement des viticulteurs et arboriculteurs en AB ou AR nous a permis de mettre en exergue le caractère discriminant de critères d'adhésion tels que les considérations éthiques et les différentes conceptions de la nature qui en découlent (Bélis-Bergouignan, Cazals, 2005).
- 20 Le second critère se réfère tout d'abord au statut, privé ou public, des acteurs ayant initié et élaboré la démarche. Il détermine la dénomination de l'accord. Il sera appelé : engagement de type unilatéral lorsque les acteurs privés qui vont appliquer l'accord en sont les initiateurs (par exemple : les démarches initiées par les distributeurs comme Carrefour, Ampelos, Vinéalis ou Qualenvi), programmes volontaires publics dans le cas où ce sont les pouvoirs publics (par exemple : décret national sur l'Agriculture Raisonnée), ou bien accords négociés lorsque les pouvoirs publics et (ou) les acteurs concernés par l'accord négocient le niveau et le contenu de leur engagement (par exemple, les CTE/CAD)⁶. Les annexes 1 et annexe 2 permettent de constater que, dans les deux filières, les situations sont la plupart du temps hybrides tout en étant différenciables par la diversité des configurations d'acteurs qui y sont engagés. En ce qui concerne l'AB, les pouvoirs publics ont reconnu (loi du 4 juillet 1980) et formalisé des pratiques existantes (réglementation de 1994) sous la pression des associations militantes du type *Nature et Progrès*. L'AR, quant à elle, a été introduite par Auchan et reprise par les pouvoirs publics avec le soutien des UIPP (Union des Industries de la Protection des Plantes) et de la FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats des Exploitants Agricoles). Cette démarche connaît pour le moment un développement limité dans les deux filières car ces dernières ont fait, auparavant, l'objet de la mise en œuvre de la production intégrée – dont le principe est identique à celui de l'AR mais qui est soutenue par les techniciens de ces filières. Sur cette base technique, de nombreuses initiatives privées de distributeurs ou d'organisations de producteurs ont pu se développer, comme Terra Vitis en viticulture ou Charte Sud Nature en fruits.
- 21 Le troisième critère est relatif au champ d'application de l'accord, qui peut porter sur un problème de pollution locale et ponctuelle, à l'échelle d'une commune par exemple, mais qui peut s'appliquer aussi à un espace plus vaste, national ou mondial. Dans les deux filières, les DEV portent sur le problème de pollution diffuse des eaux souterraines et de surface, sachant que ces préoccupations sont souvent associées à des considérations touchant à la qualité des produits et/ou de présence de résidus de pesticides sur les produits. En AR, les engagements peuvent être spécifiques à chaque région (par exemple : charte pomme du BGSO), mais ils sont le plus souvent incorporés dans une réglementation nationale. En AB, la réglementation est européenne mais avec des différences nationales dans les intrants autorisés. Le degré de contrainte associé à la

démarche, qui représente le quatrième critère, pose la question du passager clandestin, c'est-à-dire de participants recherchant à travers l'action collective la réalisation exclusive de leur intérêt personnel, ce qui peut nuire à la crédibilité que l'on peut accorder à l'engagement. En réponse à cet inconvénient, une démarche volontaire peut être assortie de différents degrés de contrainte vis-à-vis des participants. Selon l'échelle spatiale de la démarche et son niveau d'organisation, la sanction peut se traduire par un refus de certification pour une entreprise, ou l'adoption d'une réglementation plus stricte au niveau national pour une filière. Le contrôle fait le plus souvent partie intégrante des DEV étudiées et il se subdivise même en contrôle interne et externe lorsque la démarche a été initiée par des techniciens de filières, comme c'est le cas pour Terra Vitis ou PFI (Production Fruitière Intégrée). La mise en œuvre de ces contrôles peut difficilement être séparée des dispositifs d'accompagnement orientant les dynamiques d'apprentissages des acteurs impliqués dans les DEV. Ces dynamiques permettent de différencier les dispositifs visant à autonomiser les acteurs de ceux qui les intègrent collectivement. Ces processus de différenciation, qui intéressent plus directement la territorialité des DEV, seront envisagés en 2.1.

- 22 La combinaison de ces différents critères permet d'observer qu'en AR (annexe 1) la diversité des DEV est plus marquée qu'en AB (annexe 2). Cette différence s'explique en partie par une intervention des pouvoirs publics *ex ante* vis-à-vis du développement de l'AB qui en a homogénéisé les différentes mouvances, alors que pour l'AR cette intervention s'est située *ex post* (Codron et al., 2003). Néanmoins, le développement de ces deux types de démarches s'appuie sur des règles et des normes, qui permettent les interactions entre acteurs situés à différentes échelles spatiales, allant du niveau local (par exemple : un CTE) au niveau global (par exemple : une Charte nationale).
- 23 Il reste à préciser le rôle spécifique des CTE/CAD qui, dans le cadre de notre étude, renvoient à un engagement environnemental se traduisant par un contrat entre un agriculteur et un territoire ou bien entre un collectif et un territoire, articulé à un engagement de type AB ou en AR⁷. De ce fait, le dispositif CTE/CAD se présente comme une démarche spécifiquement territoriale, transversale aux deux orientations principales des DEV, ne permettant pas de le considérer comme une troisième voie de DEV dans les deux filières étudiées.
- 24 Les principales DEV ayant été stylisées, il convient de les analyser au travers de la grille de la proximité et d'en apprécier l'apport, voire les limites, vis-à-vis de la contribution des DEV à la résolution du conflit d'usage considéré.

2. DEV et résolution du conflit d'usage

- 25 Si l'utilisation des substances chimiques de traitement des végétaux introduit une certaine souplesse dans les contraintes géographiques (notamment, climatiques et pédologiques) qui caractérisent ces deux filières, ces techniques sont en retour à l'origine de nuisances environnementales donnant corps, via les conflits d'usage, à une forme de proximité géographique, cette fois subie. En s'impliquant dans les DEV, les acteurs d'un territoire se mobilisent pour orienter leur production vers une utilisation durable des ressources naturelles localisées, ce qui suppose l'articulation de la proximité organisée et de la proximité géographique (Rallet, Torre, 2004).

2.1 La diversité des modalités d'articulation des formes de proximité

- 26 En théorie, la proximité organisée présente toutes les conditions nécessaires à l'assainissement des relations conflictuelles (Torre, Caron, 2005) car elle repose sur un accord des acteurs permettant des interactions, marchandes ou non, visant à apaiser sinon à résoudre leurs divergences d'intérêts. Le développement des DEV présentées ci-dessus s'est effectivement appuyé sur la construction et l'appartenance à des organisations économiques ou à des associations qui formalisent des bonnes pratiques agricoles susceptibles de réunir les intérêts divergents. Ce qui confirme en principe le rôle central de la proximité organisée. Partant de cette primauté, les DEV étant soutenues par des interactions plus ou moins localisées, nous nous sommes attachées à retracer l'articulation des différentes formes de proximité dont ces démarches sont porteuses. Partant de ses deux composantes : logique d'appartenance / logique de similitude (Gilly, Torre, 2000), la grille d'analyse de la proximité organisée a été déclinée en tenant compte du caractère local/global de chaque logique (voir tableau 2). Certaines des variables extraites du questionnaire d'enquête permettent de mettre en évidence les types de relations de proximité qui se jouent au sein des DEV, et d'en mesurer l'importance relative. Ainsi, la logique *d'appartenance localisée* est susceptible d'être appréciée par l'appartenance à une coopérative, un CTE ou une AOC, etc. (cf. tableau 2). La logique *d'appartenance globale* peut être approchée par l'utilisation d'une marque, d'un label, l'application d'une réglementation nationale ou européenne, la soumission à un contrôle externe, etc. La logique de *similitude globale* se réfère à l'adéquation entre la démarche des producteurs et les attentes d'une clientèle internationale sur la base de conceptions environnementales communes et de préoccupations éthiques conditionnant l'engagement dans la DEV. La logique de *similitude locale*, quant à elle, se fonde sur des critères tels que la relation à une clientèle locale ou à des marchés spécialisés.
- 27 De façon générale, quelle que soit la filière, on constate que les DEV sont marquées par une forte *logique d'appartenance globale*, ce qui s'explique par le rôle central de la réglementation et du contrôle exercé, même si le contrôle externe n'est pas encore systématique en arboriculture raisonnée. Toutefois, les réponses « aux exigences futures ou actuelles des distributeurs » n'ont pas la même portée. En effet, alors qu'en Agriculture Biologique les producteurs déclarent majoritairement anticiper les exigences des distributeurs, en Agriculture Raisonnée – et ce surtout en arboriculture fruitière –, il s'agit d'une réponse à leurs exigences effectives.
- 28 Néanmoins, les relations de proximité géographique semblent tenir un rôle incontestable au sein des DEV : les pourcentages élevés de certaines variables, rattachées aux logiques localisées, en attestent. En revanche, la mise en évidence de caractéristiques propres à chaque démarche ne va pas de soi. En effet, les formes concrètes d'appartenance localisée des DEV sont avant tout structurées par l'organisation propre à chaque filière (l'AOC en viticulture, les coopératives ou organisations de producteurs en arboriculture), l'intensité des relations locales et leurs impacts en matière environnementale étant différenciés.
- 29 De même, les CTE, conçus pour des projets individuels ou collectifs, ne sont pas précisément attachés à une démarche particulière. Seules les variables « formation et appuis techniques par des réseaux locaux », renvoyant à des interactions locales qui en principe devraient accompagner les DEV, permettent de distinguer la viticulture raisonnée des autres démarches.

Tableau 2. L'articulation des dimensions de la proximité selon les DEV
(pourcentage de l'échantillon de producteurs concerné)

	Viticulture (AB)	Viticulture (AR)	Arboriculture (AB)	Arboriculture (AR)
Logique d'appartenance localisée				
Coopérative	15,8	33	27,9	50,4
CTE	37,8	47,9	31,8	32,9
Présence d'appuis techniques localisés qui ont favorisé l'entrée dans la DEV	12,5	53	12,8	36,2
AOC	70,9	77,5	22	23,2
Traitement des déchets par actions collectives ou fournisseurs	44	83,1	13	81,3
Participation à des stages de formation organisés par des réseaux locaux	24,8	41,2	29,8	28,9
Logique d'appartenance globale				
Utilisation d'une marque ou d'un label	Oui	Oui	Oui	Non, le plus souvent
Choix de la démarche pour répondre aux exigences futures ou actuelles des distributeurs	45,8	80	54,6	70
Application d'une réglementation européenne ou nationale	Oui	Oui	Oui	Oui, le plus souvent
Contrôle externe	96,2	94,5	94,2	76,8
Logique de similitude globale				
Espace clientèle internationale	60,1	31,4	20	47,2
Choix de la DEV sur la base d'un principe éthique	71,9	45,7	69,4	33,7
Logique de similitude localisée				
Clientèle locale	31,8	31,4	63,2	31,7
Vente à la propriété	53,4	49,2	49,6	19,9
Marchés spécialisés	38,8	21,6	54	17,1

- 30 En outre, il n'est pas aisé d'isoler la proximité géographique au sein des variables rattachées à la logique de similitude. En effet, la « vente à la propriété » ou à des « marchés spécialisés » peut recouvrir tout aussi bien des relations fortement localisées, s'il s'agit de circuits de distribution courts, mais aussi des relations de clientèle s'établissant à l'échelle nationale, voire internationale, comme par exemple lors de la célèbre foire écologique de Rouffach. Ainsi, il est difficile d'associer logique de similitude localisée et type de démarche. En revanche, les variables caractérisant la logique de similitude globale permettent de distinguer clairement les démarches de l'AB de celles de l'AR, dès lors que la viabilité des exploitations en Agriculture Biologique repose sur un espace de connaissances et de convictions communes aux producteurs et aux consommateurs renforçant cette logique, ce qui n'est pas le cas en AR. Néanmoins, il est possible de dégager les traits généraux de l'articulation des dimensions de la proximité selon les DEV concernées. Le tableau 3 ci-dessous en présente la synthèse.

Tableau 3. L'articulation des dimensions de la proximité selon les DEV
(tableau de synthèse)

	Viticulture (AB)	Viticulture (AR)	Arboriculture (AB)	Arboriculture (AR)
Logique d'appartenance	Globale, sauf AOC	Plus globale que localisée	Globale	Plutôt globale
Logique de similitude	Globale, sauf vente à la propriété	Absente	Locale et globale	Absente

- 31 En fin de compte, il ressort de notre analyse que les DEV sont constituées de relations de proximité organisée au sein desquelles se jouent des articulations complexes et variées – selon les situations concrètes – entre dimensions locales et globales. Ce qui nous conduit à nuancer le rôle de la proximité géographique et proposer l'idée qu'elle représente une dimension plutôt complémentaire de la proximité organisée (Boschma, 2004).

2.2 Une résolution potentielle du conflit

- 32 La notion de résolution d'un conflit renvoie à un registre dont les bases sont bien connues : la simplification des termes dans lesquels il se pose, sa stabilisation, voire son effacement – même momentané – sous la forme de l'émergence d'une solution jugée satisfaisante par les différentes parties prenantes. Notre propos vise à faire apparaître ici comment les formes de proximité organisée qui sous-tendent les DEV, envisagées dans leur ensemble *et* dans leurs particularités, peuvent contribuer à stabiliser et à résoudre le conflit d'usage sur l'eau.
- 33 De manière générale, les DEV sont indéniablement un outil privilégié de la stabilisation de ce conflit. En créant un espace contractuel, elles aident à en préciser les termes, les engagements souscrits et les parties prenantes. En objectivant les termes du conflit, les DEV ont vocation à en assurer par contre-coup la lisibilité, la compréhension et la prise en compte par les récepteurs des nuisances au sens large, c'est-à-dire les consommateurs des produits des deux filières et les consommateurs d'eau. On peut en inférer que l'affichage simultané de tous ces objectifs est un facteur intrinsèque de réduction des tensions, favorable au processus de résolution du conflit d'usage environnemental sur la ressource en eau.
- 34 Toutefois, cette argumentation, essentiellement fondée sur l'image et la représentation de la démarche qu'en donnent les producteurs, ne saurait suffire en raison de la dissymétrie radicale qui subsiste entre émetteurs et récepteurs des nuisances. Si la proximité organisée simplifie et clarifie les données d'un problème environnemental diffus, elle ne garantit pas la connexion directe (de marché) de ces producteurs avec les récepteurs de la nuisance. Par exemple, ces derniers peuvent ne pas être les consommateurs directs des produits des deux filières, ce qui est effectivement le cas pour le vin, une partie des récepteurs de la nuisance restant donc hors d'atteinte de l'intention des producteurs engagés dans les DEV.

- 35 Les éléments précédents font apparaître qu'il est nécessaire d'apprécier plus précisément la portée de la proximité organisée vis-à-vis de la clarification et la résolution du conflit, tant du point de vue des producteurs et des consommateurs que des institutions assumant la mise en relation de ces acteurs.
- 36 Afin d'améliorer leur bilan environnemental, les producteurs peuvent s'inscrire dans des réseaux divers, plus ou moins structurés, mais qui nécessitent au préalable d'effectuer un choix entre AB et AR. Comme il a été montré ci-dessus, l'inscription en AB s'appuie sur une forte logique de similitude tandis que l'AR s'exprime essentiellement en termes de logique d'appartenance. Néanmoins, la plupart de ces démarches imposent l'enregistrement des pratiques, un contrôle par un organisme de certification externe, ce qui représente un coût non négligeable considéré comme « seulement supportable » par 40 % des répondants. En outre, notre travail fait apparaître que cet engagement implique des changements du point de vue de l'organisation du travail, principalement formulés en termes « d'augmentation sensible du temps d'observation sur le terrain », « d'enregistrement des pratiques devenant une activité en soi », « d'augmentation du coût salarial ». Même si la structure organisée en DEV représente une démarche légitime pour les producteurs, ces coûts et ces contraintes en limitent la portée, les producteurs ne les acceptant qu'en contrepartie d'une valorisation économique (demande adéquate en volume et qualité et prix de vente). Or, quelles que soient la filière et la démarche choisie, une large majorité des producteurs interrogés dénoncent les difficultés - voire l'absence - de valorisation économique de leur effort environnemental comme l'obstacle majeur au développement des démarches volontaires.
- 37 D'autant que la discussion relative à l'impact environnemental des différents types de démarches ne permet pas de constituer une base de connaissances indiscutables et contribue ainsi à renforcer la frilosité des producteurs vis-à-vis des DEV. En effet, les preuves scientifiques de la supériorité de l'AB face à l'AR, et de l'AR sur l'agriculture conventionnelle, fondées sur des mesures incontestables et opposables à tous, restent encore à construire. C'est dans cette perspective que le bilan 2003 sur « l'état d'avancement des travaux des groupes régionaux 'phyto' chargés de la lutte contre la pollution des eaux par les produits phytosanitaires » insistait sur la difficulté de faire un lien entre les actions et leur impact sur la qualité de l'eau, en raison du coût d'investigation et des problèmes techniques engendrés par ces analyses. En viticulture biologique, la protection du vignoble s'appuie sur une utilisation de la bouillie bordelaise (sulfate de cuivre) en quantités non négligeables ayant un impact négatif avéré sur la fertilité biologique des sols (Bourdais, 1999), argument largement utilisé par les défenseurs de l'AR.
- 38 De leur côté, les consommateurs se trouvent confrontés à la diversité des démarches, tant du point de vue de leur contenu que de leurs stratégies commerciales. En effet, si l'AB signifie l'application d'une réglementation européenne donnant droit à l'utilisation d'un label (ceci depuis seulement 2005 pour la viticulture), la PFI (Production Fruitière Intégrée) a choisi de ne pas communiquer au consommateur sur la démarche. La viticulture raisonnée, quant à elle, peut donner lieu à l'utilisation d'une marque privée (Terra Vitis) en contrepartie de l'application d'une réglementation stricte et de l'acceptation d'un coût de certification, mais elle peut signifier aussi bien un engagement individuel au sein d'un CTE, sans certification ni contrôle.
- 39 Dans ce contexte, on pourrait faire l'hypothèse que l'expérience des citoyens-consommateurs puisse suppléer à leur défaut d'information. Mais les qualités

environnementales des processus et des produits ne sont pas vérifiables par ces derniers, que ce soit avant ou après l'acte d'achat et de consommation, car les caractéristiques des attributs environnementaux des produits sont à classer dans les attributs de croyance (Darby, Karni, 1973). Finalement, ce n'est que grâce au signalement et à l'objectivation de la qualité environnementale, par une marque ou un label contrôlés par un tiers crédible, que cette asymétrie d'information peut-être généralement résolue. C'est pourquoi, en majorité, les DEV intègrent un processus de contrôle par un organisme certificateur.

- 40 Toutefois, la coexistence d'une multiplicité de démarches certifiées pose en retour le problème de leur crédibilité et de l'expertise des consommateurs pour décrypter le contenu environnemental des démarches et celui des éco-étiquettes qui leurs sont associées (Bougherara, Grolleau, 2004). En fin de compte, les réseaux privés constitutifs de la proximité organisée contribuent aussi à instaurer une forme de concurrence entre les démarches volontaires : non seulement entre des démarches assez aisément distinguables comme l'AB et l'AR, mais aussi entre des démarches se réclamant de l'AR. En ce qui concerne l'intensité de la concurrence entre AR et AB, elle dépend (et dépendra dans le futur) de la plus ou moins grande rigueur du référentiel de l'AR (encore en voie de constitution), de l'autorisation ou non de l'étiquetage des produits et de la crédibilité accordée au processus de certification (Sylvander, 2003, 2004). Ainsi, actuellement, en viticulture, l'utilisation d'une marque privée et la mise en place depuis 1998 d'un référentiel rigoureux dans le cadre de la démarche Terra Vitis, rend celle-ci localement concurrente de la viticulture biologique. Cette concurrence frontale est loin d'être stabilisée, puisque le développement de Terra Vitis a, à son tour, été récemment (depuis janvier 2005) perturbé par la mise en place de la Qualification Agriculture Raisonnée.
- 41 En conséquence, la résolution de ce type de conflit ne peut progresser qu'à condition de générer les connexions manquantes entre émetteurs et récepteurs, consommateurs ou non, en informant, d'une part, ces derniers de l'évolution des pratiques culturelles et productives des exploitants, d'autre part en incitant les producteurs à adhérer à ces démarches en favorisant leur viabilité économique. Le renforcement et/ou l'évolution du cadre institutionnel existant peut être constitutif de ces connexions manquantes. En effet, les associations écologistes et de consommateurs, qui s'instituent en porte-parole des récepteurs des nuisances, sont les acteurs qui paraissent les mieux placés pour connaître et faire connaître les changements de pratiques des producteurs. Toutefois, leur action s'inscrit plutôt – à tort ou à raison – dans un registre de dénonciation des dommages causés par les émetteurs, que dans celui de la diffusion d'informations sur les nouvelles pratiques.
- 42 Par ailleurs, les pouvoirs publics, en relation avec les organismes scientifiques, sont aussi impliqués dans l'évolution du cadre institutionnel. Dans la mesure où ils sont sous l'emprise d'enjeux politiques et économiques, ils n'émettent aucune expertise vis-à-vis de la supériorité environnementale de l'une ou l'autre démarche, entretenant ainsi le climat d'incertitude dans lequel est plongée l'opinion publique.
- 43 L'enjeu de leur action réside ainsi dans l'intérêt d'afficher des signes de qualité lisibles et associant qualités environnementales et qualités intrinsèques des produits (Hirczak, Mollard, 2004) en direction de consommateurs dont la sensibilité environnementale est fortement associée à la qualité organoleptique ou sanitaire des produits. Cette évolution ne peut être pensée en dehors de la spécificité des filières et de celle du territoire concerné. Ainsi, en viticulture, l'efficacité des démarches ne peut s'abstraire de l'évolution des AOC qui constituent, quelle que soit la démarche (AB ou AR), un élément

d'ancrage territorial incontournable (même si en AB les logiques d'appartenance et de similitude sont plutôt globales). En revanche, en arboriculture fruitière, où l'émergence des signes officiels de qualité est récente, l'avenir des DEV va dépendre de l'affichage des pratiques existantes, le plus souvent imposées par les distributeurs et les organisations de producteurs. En revanche, l'arboriculture biologique, cantonnée dans une stratégie de marché de niche localisé, devra asseoir son développement sur l'élargissement de son marché de façon à exploiter le potentiel de logique de similitude globale qui la caractérise.

Conclusion

- 44 On vient de montrer que le succès des DEV auprès des producteurs est limité, car il bute sur la difficulté à relier améliorations des procédés productifs et construction de signes de qualité permettant la valorisation marchande des progrès environnementaux. En définitive, les limites de la proximité organisée renvoient non seulement à l'idée de son renforcement, mais aussi à la recherche de sa meilleure articulation avec la proximité géographique. Ainsi, la résolution du conflit d'usage environnemental diffus doit aboutir à la nécessaire mise en cohérence de l'évolution des pratiques des producteurs avec l'ensemble des acteurs pertinents agissant sur différents territoires : les consommateurs d'eau et des produits des deux filières et les associations écologistes ou de consommateurs qui sont leurs porte-parole, grâce à des pouvoirs publics dont le rôle réglementaire doit contribuer à prendre acte, unifier et instituer des compromis initialement limités. Il s'agit donc de ne pas se limiter au développement et au renforcement du cadre réglementaire (logique d'appartenance), déjà perçu comme une contrainte éloignée de la réalité par un grand nombre d'acteurs, mais aussi, et surtout, de renforcer la base de connaissance commune indiscutable (logique de similitude) sur laquelle reposent les DEV.
- 45 Ce dispositif tripartite permettrait ainsi de pérenniser les DEV via le développement de marchés de produits portant le sceau officiel d'une bonne qualité environnementale en relation avec des référentiels de DEV clairement différenciés. Cette mise en cohérence dynamique, entre une offre de produits « verts » et la demande qui lui est adressée, créerait ainsi les conditions de viabilisation du mode de coordination choisi par les producteurs. En tout état de cause, ce processus ferait émerger des compromis, temporaires parce que sans cesse remis en cause par les évolutions des filières et de leur environnement.

BIBLIOGRAPHIE

BARTHELEMY D., NIEDDU M., (2003), « Multifonctionnalité agricole : biens non marchands ou biens identitaires ? », *Economie Rurale*, n° 273 & 274, janvier-avril 2003, 104-117.

- BÉLIS-BERGOUIGNAN M.-C., CAZALS C., (2004), *Convention d'environnement de réseaux institués : résolution ou déplacement des conflits d'usage ?*, Communication aux journées d'étude « Les conflits d'usage et de voisinage », Paris, 11 et 12 octobre 2004, 18 p.
- BÉLIS-BERGOUIGNAN M.-C., CAZALS C., (2005), *Les démarches volontaires au sein de la viticulture française : des conditions d'engagement différenciées*, Communication au colloque OENOMETRIE XII, Macerata 27 et 28 mai 2005, 19 p.
- BOSCHMA R., (2004), « Proximité et innovation », *Economie Rurale*, n° 280, mars-avril, 8-24.
- BOUGHERARA D., GROLLEAU G., (2004), « L'éco-étiquetage des produits est-il crédible ? Proposition d'un cadre d'analyse », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, III, 2004, 369-390.
- BOURDAIS J. L., (1999), « Agrobiologie et Environnement Comparaison des système de production agrobiologiques et conventionnels en Aquitaine sur la base d'indicateurs », *Cemagref et FCAAA*.
- BÖRKEY P., GLACHANT M., LÉVÊQUE F., (1999), *Voluntary approaches for environmental policy. An assessment*, OECD, Paris.
- CALVO-MENDIETA I., (2004), « Conflits d'usage dans la gestion des ressources en eau : analyse territoriale des modes de régulation », *Actes de la journée d'étude « les territoires de l'eau »*, Université d'Artois, Arras, 26 mars 2004, 55-70
- CODRON J. M., GIRAUD-HERAUD E., SOLER L. G., (2005), « Nouvelles stratégies de la grande distribution dans le secteur alimentaire », *Revue Française du Marketing*, juillet, n° 203, 83-94.
- CODRON J.M., HABIB R., JACQUET F., SAUPHANOR B., (2003), « Bilan et perspectives environnementales de la filière arboriculture fruitière », *Les dossiers de l'environnement de l'INRA*, n° 23, 31-68.
- DARBY M., KARNI E., (1973), « Free competition and the optimal amount of fraud », *Journal of Law and Economics*, vol. 16, 67-88.
- DAVID M., (2004), « Les approches volontaires comme instrument de régulation environnementale », *Revue Française d'économie*, n° 1/vol XIX, 227-271.
- FALCONER K. E., (1998), « Managing diffuse environmental contamination from agricultural pesticides: an economic perspective on issues and policy options, with particular reference to Europe », *Agriculture, Ecosystems and Environment*, 69, 37-54.
- GAONAC'H A., LEROUX E., (2002), « Le droit de l'eau et son inapplication dans le monde agricole », *Revue de Droit Rural*, n° 302, 212-220.
- GILLY J.P., TORRE A, (2000), *Dynamiques de proximité*, Collection Emploi, Industrie, Territoire, L'Harmattan, Paris.
- GROLLEAU G., (2003), *Gestion et certification environnementales. Une application à l'agriculture*, Thèse de doctorat de sciences économiques, Dijon.
- HIRCZAK M., MOLLARD A., (2004), « Qualité des produits agricoles et de l'environnement : le cas de Rhône Alpes », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, 2004, V, 845-866.
- IFEN, (2004), « Les pesticides dans les eaux, sixième bilan annuel, données 2002 », *Etudes et travaux* n° 42.
- JEANNEAUX P., (2004), « Économie de la décision publique et conflits d'usages dans les espaces ruraux et périurbains », *4èmes journées de la proximité*, Marseille, 17-18 juin, également dans le dossier « Proximité et environnement » de DD&T.

MORMONT M., (1996), « Agriculture et environnement : pour une sociologie des dispositifs », *Economie Rurale*, 236, 28-36.

OCDE, (2003), *Les approches volontaires dans les politiques de l'environnement*.

ORLEAN A., (2004), Préface à l'édition Quadrige, in A. Orléan (dir.), *Analyse économique des conventions*, 1^{ère} édition « Quadrige », PUF, Paris, p. 9-48.

POE G. L., SCHULZE W. D., SEGERSON K., SUTER J., VOSSLER C. A., (2004), « Exploring the performance of ambient-based policy instruments when non-point source polluters can cooperate », *Amer. Jour. Agr. Econ.*, 86, n° 5, 1203-1210.

RALLET A., TORRE A., (2004), « Proximité et localisation », *Economie Rurale*, n° 280, mars-avril 2004, 25-41.

SEGERSON K., MICELI T. J., (1998), « Voluntary environmental agreements: good or bad news for environmental protection? », *Journal of Environmental Economics and Management*, 36, 109-130.

SYLVANDER B., (2003), « Les stratégies de qualification des firmes agroalimentaires et la désintensification », *Dossier de l'environnement de l'INRA*, n° 24, 133-144.

SYLVANDER B., (2004), « Crédibilité et flexibilité de la certification : le cas de l'agriculture biologique », *Economies et Sociétés, Série « Système agroalimentaires »*, n° 26, 471-487.

TORRE A. et CARON A., (2005), « Conflits d'usage et de voisinage dans les espaces ruraux », in Torre A. et Filippi M. (eds), *Proximités et Changements Socio-économiques dans les Mondes Ruraux*, INRA éditions, Paris, 322p.

VALLEE A., (2002), *Economie de l'environnement*, Seuil, coll. Point Economie n° 53.

NOTES

1. Soit une représentativité, respectivement, de 45 % et 30 %.
2. Cette dernière prend les formes suivantes : brouillard de pulvérisation hors de la parcelle, pollution diffuse des eaux de surface et des eaux souterraines par infiltration et par ruissellement, pollution accidentelle ou ponctuelle.
3. Le conflit déborde la rivalité polaire entre producteurs et consommateurs dans la mesure où la nuisance vis-à-vis de la ressource en eau pénalise également les « émetteurs » de la nuisance à la fois individuellement et collectivement, comme usagers-producteurs (à travers le surcoût de la ressource) mais également comme usagers-citoyens.
4. Source : « 60 millions de consommateurs », mai 2005, p. 23.
5. Directive Cadre Européenne sur l'Eau, adoptée en 2000.
6. Contrat Territorial d'Exploitation / Contrat d'Agriculture Durable.
7. Les résultats de l'enquête montrent que plus de 37,4 % des producteurs ayant répondu à l'enquête ont obtenu un CTE.

RÉSUMÉS

L'article propose une analyse en termes de proximité géographique et organisée de la contribution des Démarches Environnementales Volontaires (DEV) à la résolution du conflit d'usage diffus sur l'eau dans la viticulture et l'arboriculture fruitière. Dans une première partie, les DEV seront présentées comme une réponse spécifique des producteurs à ce type de conflit, la seconde partie se concentrant sur une lecture des DEV en termes de proximité. Une enquête réalisée auprès des producteurs inscrits en agriculture raisonnée ou biologique permet de montrer que la proximité organisée ne peut être porteuse à elle seule de solutions aux divergences d'intérêts entre acteurs.

This paper analyses, terms of geographical and organized proximity, the contribution of Voluntary Environmental Approaches (VEA) to the resolution of diffuse conflicting water uses in vine growing and fruit-bearing arboriculture. In a first part, we show that VEAs are a specific producer's response to this kind of conflicts, the second part being centred on an analysis of VEAs in terms of proximity. An investigation towards producers engaged in integrated or organic farming shows that organized proximity alone is not able to bear solutions to divergences of interests between actors.

INDEX

Mots-clés : agriculture biologique, agriculture raisonnée, arboriculture fruitière, conflit d'usage de l'eau, démarches environnementales volontaires, proximité organisée, viticulture

Keywords : conflicting water uses, fruit-bearing arboriculture, integrated farming, organic farming, organized proximity, vine growing, voluntary environmental approaches

AUTEURS

MARIE-CLAUDE BÉLIS-BERGOUIGNAN

Marie-Claude Bélis-Bergouignan, professeur de sciences économiques, effectue ses recherches à l'IFREDE-GRES (Université Montesquieu Bordeaux 4). Dernière publication (en collaboration avec Vanessa Oltra et Maïder Saint-Jean) : « Trajectories towards clean technologies : the example of Volatile Organic Compound (VOC) emission reduction », *Ecological Economics*, 2004, vol. 48, Issue 2, pp. 201-220. Coordonnées : belis@u-bordeaux4.fr ; tel : 05 56 84 85 53. Adresse laboratoire : IFREDE/GRES, Avenue Léon Duguit, F - 33 608 – PESSAC Cedex

CLARISSE CAZALS

Clarisse Cazals, doctorante à l'IFREDE-GRES, effectue sa recherche doctorale sur le thème des Démarches Environnementales Volontaires dans deux filières, la viticulture et l'arboriculture fruitière. Coordonnées : clcazals@u-bordeaux4.fr ; tel : 05 56 84 86 40. Adresse laboratoire : IFREDE/GRES, Avenue Léon Duguit, F - 33 608 – PESSAC Cedex